

**Cour d'Appel de Versailles  
Tribunal judiciaire de Versailles**

Extrait des minutes du Greffe  
du Tribunal Judiciaire de Versailles

**Jugement prononcé le :** 11/02/2022

**8 ème chambre correctionnelle section 2**

**N° minute :** 228

**N° parquet :** 21251000120

## **JUGEMENT CORRECTIONNEL**

A l'audience publique du Tribunal Correctionnel de Versailles le ONZE FÉVRIER  
DEUX MILLE VINGT-DEUX,

composé de Madame HUMBERT-MASSA Pascale, vice-président, présidente du  
tribunal correctionnel désignée conformément aux dispositions de l'article 398 alinéa  
3 du code de procédure pénale.

Assistée de Madame FLOCH Patricia, greffière,

en présence de Madame CAMUS Clotilde, substitut,

a été appelée l'affaire

### **ENTRE :**

Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal, demandeur et  
poursuivant

### **ET**

#### **Prévenu**

Nom : [REDACTED]  
né le [REDACTED] à [REDACTED]  
de [REDACTED] et de [REDACTED]  
Nationalité : [REDACTED]  
Situation familiale : [REDACTED]  
Situation professionnelle : [REDACTED]  
Antécédents judiciaires : déjà condamné  
Demeurant : [REDACTED]  
Situation pénale : placé sous contrôle judiciaire  
Placement sous contrôle judiciaire en date du 08/09/2021

*comparant assisté de Maître FABRE Antoine avocat au barreau de VERSAILLES,  
(02)*

#### **Prévenu des chefs de :**

- VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU  
AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA  
VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE faits commis le 22  
août 2021 à MARLY LE ROI
- VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU



AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA  
VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE faits commis courant  
février 2021 à MARLY LE ROI

### DEBATS

\_\_\_\_\_ a été déféré le 8 septembre 2021 devant le procureur de la République qui lui a notifié par procès-verbal, en application des dispositions de l'article 394 alinéa 1 du code de procédure pénale, qu'il devait comparaître à l'audience du 11 février 2022.

Par ordonnance du juge des libertés et de la détention en date du 8 septembre 2021, il a été placé sous contrôle judiciaire.

\_\_\_\_\_ i a comparu à l'audience assisté de son conseil ; il y a lieu de statuer contradictoirement à son égard.

Il est prévenu :

- d'avoir à MARLY LE ROI, le 22 août 2021, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, volontairement exercé des violences sur \_\_\_\_\_, avec ces circonstances que ces violences n'ont pas entraîné d'incapacité totale de travail personnel et ont été commises par le conjoint, le concubin de la victime ou le partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité notamment en lui portant des coups en l'attrapant par la nuque et en l'étranglant et en lui crachant dessus. , faits prévus par ART.222-13 AL.1 6°, ART.132-80 C.PENAL. et réprimés par ART.222-13 AL.1, ART.222-44, ART.222-45, ART.222-47 AL.1, ART.222-48-1 AL.2, ART.222-48-2, ART.222-48-3 C.PENAL. ART.378, ART.379-1 C.CIVIL.
- d'avoir à MARLY LE ROI, courant février 2021, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, volontairement exercé des violences sur \_\_\_\_\_, avec ces circonstances que ces violences n'ont pas entraîné d'incapacité totale de travail personnel et ont été commises par le conjoint, le concubin de la victime ou le partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité notamment en la poussant. , faits prévus par ART.222-13 AL.1 6°, ART.132-80 C.PENAL. et réprimés par ART.222-13 AL.1, ART.222-44, ART.222-45, ART.222-47 AL.1, ART.222-48-1 AL.2, ART.222-48-2, ART.222-48-3 C.PENAL. ART.378, ART.379-1 C.CIVIL.

A l'appel de la cause, la présidente a constaté la présence et l'identité de \_\_\_\_\_ et a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

La présidente a informé le prévenu de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire.

La présidente a instruit l'affaire, interrogé le prévenu présent sur les faits et reçu ses déclarations.

La présidente a donné connaissance du casier judiciaire de l'intéressé.

Le ministère public a été entendu en ses réquisitions.

Maître FABRE Antoine, conseil de \_\_\_\_\_ i a été entendu en sa plaidoirie.



Le prévenu a eu la parole en dernier.

Le greffier a tenu note du déroulement des débats.

**Le tribunal, après en avoir délibéré, a statué en ces termes :**

### **MOTIFS**

Attendu qu'il ressort des éléments du dossier et des débats qu'il convient de relaxer [ ] pour les faits qualifiés de : VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE, faits commis courant février 2021 à MARLY LE ROI ;

Attendu qu'il résulte des éléments du dossier que les faits reprochés à [ ] sous la prévention de VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE, faits commis le 22 août 2021 à MARLY LE ROI sont établis ; qu'il convient de l'en déclarer coupable et d'entrer en voie de condamnation ;

Attendu qu'il y a lieu, dans la mesure où le reclassement est acquis, de le dispenser de peine en application des dispositions 132-59 du code pénal pour les faits de VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE, faits commis le 22 août 2021 à MARLY LE ROI ;

Attendu que [ ] sollicite la non inscription de la condamnation au casier judiciaire ;

### **PAR CES MOTIFS**

Le tribunal, statuant publiquement, en premier ressort et **contradictoirement** à l'égard de [ ]

**RELAXE** [ ] ; pour les faits de VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE - 20730 - commis courant février 2021 à MARLY LE ROI ;

**DECLARE** [ ] **COUPABLE** de VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE - 20730 - commis le 22 août 2021 à MARLY LE ROI ;

Pour les faits de VIOLENCE SANS INCAPACITE PAR UNE PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA VICTIME PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE commis le 22 août 2021 à MARLY LE ROI

**Dispense** [ ] **de peine** ;



En application de l'article 1018 A du code général des impôts, la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure de 127 euros dont est redevable

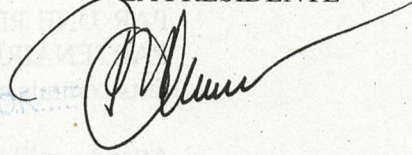
Le condamné est informé qu'en cas de paiement du droit fixe de procédure dans le délai d'un mois à compter de la date où il a eu connaissance du jugement, il bénéficie d'une diminution de 20% de la somme à payer.

et le présent jugement ayant été signé par la présidente et la greffière.

LA GREFFIERE



LA PRESIDENTE



COPIE CERTIFIÉE CONFORME

GROSSE délivrée à

EXPÉDITION(S) délivrée(s) à M.P.

à ECROU

à J.A.P.

aux SCÉLLÉS

à I.T.F.

1 COPIE(S) délivrée(s) à dossier } le 30/5/2012  
111 Ste Fabre }